



PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
MINES-CARRIÈRES

Arrêté Préfectoral n° 04 DAI 2M 037

autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de gypse de la société **KNAUF Plâtres** sur le territoire des communes de MONTHYON et SAINT SOUPPLETS

Le Préfet de Seine et Marne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre Ier du livre V du code de l'environnement),

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (codifiée au titre Ier du livre II du code de l'environnement),

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,

VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n° 2002-89 du 16 janvier 2002,

Vu tous les arrêtés préfectoraux n° 91 DAE 2M 019 du 21 février 1991 et n° 91 DAE 2M 051 du 4 juin 1991 autorisant la Société KNAUF Plâtres à exploiter pendant 25 ans une carrière à ciel ouvert de gypse sur une surface de 85 ha,

VU la demande en date du 24 janvier 2003 par laquelle M. DE VOGEL agissant en qualité de Directeur de l'établissement, sollicite l'autorisation, de poursuivre et d'étendre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de gypse et d'une installation de broyage, concassage, criblage, de 330 kW sur le territoire des communes de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS,

VU les avis exprimés au cours de la consultation administrative,

VU les avis exprimés au cours de l'enquête publique,

VU le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 6 avril 2004,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 23 avril 2004,

VU l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail en date du 25 février 2004,

VU l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 2 juillet 2004,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 2 septembre 2004,

VU le projet d'arrêté notifié le 3 septembre 2004 à l'exploitant qui n'a pas formulé d'observations,

Considérant qu'aux termes de l'article L512.1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTÉ

SOMMAIRE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER	5
Article I-1 : Autorisation	5
Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées.....	5
Article I-3 : Caractéristiques de la carrière.....	6
Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement	9
Article I-5 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration	9
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	10
Article II-1 : Conformité aux dossiers	10
Article II-2 : Modifications	10
Article II-3 : Contrôles et analyses	10
Article II-4 : Fin d'exploitation.....	10
Article II-5 : Accidents et incidents	10
CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES	11
SECTION 1 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	11
Article III-1 : Information du public.....	11

Article III-2 : Bornage.....	11
Article III-3 : Eaux de ruissellement	11
Article III-4 : Accès de la carrière	11
Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières.....	11
SECTION 2 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT.....	12
Article III-6 : Déboisement et défrichement.....	12
Article III-7 : Technique de décapage.....	12
Article III-8 : Patrimoine archéologique	12
Article III-9 : Epaisseur d'extraction.....	12
Article III-10 : Fronts d'exploitation.....	12
Article III-11 : Extraction en nappe alluviale.....	13
Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique	13
Article III-13 : Abattage à l'explosif.....	13
D - REMISE EN ÉTAT.....	13
Article III-14 : Elimination des produits polluants	13
Article III-15 : Remise en état du site	13
Article III-16 : Remblayage de la carrière.....	14
SECTION 3 : SÉCURITÉ DU PUBLIC	14
Article III-17 : Interdiction d'accès.....	14
Article III-18 : Distances limites et zones de protection.....	15
SECTION 4 : PLANS.....	15
Article III-19 : Plans.....	15
CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	15
Article IV-1 : Dispositions générales.....	15
Article IV-2 : Intégration dans le paysage.....	16
Article IV-3 : Pollution des eaux	16
Article IV-4 : Pollution de l'air	18
Article IV-5 : Incendie et explosion	18
Article IV-6 : Déchets.....	18
Article IV-7 : Bruits et vibrations	19
Article IV-8 : Transport des matériaux.....	21
CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES	21
Article V-1 : Montant des garanties financières.....	21
Article V-2 : Renouvellement des garanties financières.....	22
Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières	22
Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières	22
Article V-5 : Absence de garanties financières.....	22
Article V-6 : Appel aux garanties financières.....	22
Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières...	23
CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE	23
CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES.....	23
Article VII-1 : Annulation, déchéance.....	23
Article VII-2 : Sanctions.....	23
Article VII-3 : Information des tiers	23
Article VII-4 : Remise en état des voiries.....	24
Article VII-5 : Autres réglementations.....	24
Article VII-6 : Délais et voies de recours.....	24

ANNEXES

- **Plan A3 couleur sur fond cadastral au 1/5 000^e précisant le périmètre de l'autorisation,**
- **3 plans A 3 couleur, phasage de l'exploitation,²**
- **2 plans A3 couleur, modelé projeté représentant la remise en état ainsi que deux coupes topographiques.**

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : Autorisation

L'exploitant la Société KNAUF Plâtres sise zone industrielle du Sauvoy BP n° 24, 77165 SAINT-SOUPPLETS est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à poursuivre et à étendre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de gypse sise aux lieux dits « Chatenfour, la Solorette, les Justices, la Conférence, la Danseuse, le Chemin de Lagny, le Pré de Morfontaine, la Clochette », sur une superficie d'environ 65 ha du territoire des communes de MONTHYON et de SAINT-SOUPPLETS,
- à exploiter une installation de broyage, concassage, criblage de gypse au lieu dit « la Danseuse » de la commune de SAINT-SOUPPLETS.

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1°	A	Exploitation de carrière	Exploitation à ciel ouvert de gypse	550 000 tonnes par an
2515	1	A	Broyage, concassage, criblage... dont la puissance installée est supérieure à 200 kW	Installation de traitement.	P = 330 kW
1434	1b	D	Installation de remplissage et de distribution de liquides inflammables.	Distribution de fioul.	5 m³/h

AS= Autorisation avec servitudes, A = Autorisation, D = Déclaration, NC = Non classable

Rubriques de classement au titre des activités eau (pour mémoire)

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime	Superficie
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration. La superficie totale desservie étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	5.3.0 - 1	D	19.3 ha

A = Autorisation

D = Déclaration

Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

- Références cadastrales et territoriales :

CADASTRE		LIEUX-DIT	SUPERFICIE AUTORISEE (en ha)
Section	Numéro de parcelle		
commune de MONTHYON			
ZN	8p	CHATENFOUR	4,4361
ZN	9	CHATENFOUR	0,1000
ZN	20	LA SOLORETTE	0,0821
ZN	22	LA SOLORETTE	0,0350
ZN	23	LA SOLORETTE	0,0210
ZN	24	LA SOLORETTE	0,1575
ZN	25	LA SOLORETTE	0,0189
ZN	26	LA SOLORETTE	0,3068
ZN	27	LA SOLORETTE	0,1562
ZN	28	LA SOLORETTE	0,398
ZN	29	LA SOLORETTE	0,245
ZN	30	LA SOLORETTE	0,226
ZN	31	LA SOLORETTE	0,0338
ZN	32	LA SOLORETTE	0,1018
ZN	33	LA SOLORETTE	0,0210
ZN	34	LA SOLORETTE	0,0240
ZN	35	LA SOLORETTE	0,0222
ZN	36	LA SOLORETTE	0,0271
ZN	37	LA SOLORETTE	0,0354
ZN	38	LA SOLORETTE	0,1720
ZN	39	LA SOLORETTE	0,0336
ZN	40	LA SOLORETTE	0,0231
ZN	41	LA SOLORETTE	0,0218
ZN	42	LA SOLORETTE	0,0222
ZN	60	LA SOLORETTE	1,8305
ZN	64	CHATENFOUR	3,6968
ZN	70p	LES JUSTICES	0,2027
ZN	87 (+88 ex 74)	LES JUSTICES	0,0671
ZN	89 (+90 ex 75)	LES JUSTICES	0,1271
ZN	91 (+92 ex 78)	LES JUSTICES	1,2410
ZN	95	LES JUSTICES	0,0580
ZN	97	LES JUSTICES	0,3147
ZN	99p	LES JUSTICES	0,6776
ZN	100(+99 ex 69)	LES JUSTICES	2,2489
ZN	104 (+103 ex 65 p)	CHATENFOUR	5,1156
ZN	106 (ex CE de chanteloup)	CHATENFOUR	0,0137
ZN	107 (ex CE de Chanteloup)	CHATENFOUR	0,0611
ZN	108	LES JUSTICES	0,0302
ZN	112 (+111 ex 11)	LES JUSTICES	0,0647
ZN	114 (+113 ex 80)	LES JUSTICES	0,0538

ZN	115 p (+116 ex 83p)	CHATENFOUR	3,2229
ZN	116 p (115 ex 83 p)	CHATENFOUR	0,2750
ZN	117 p (ancien chemin de la Justice)	LES JUSTICES	0,0845
Surface en modification sur MONTHYON			25,3244
COMMUNE DE SAINT-SOUPLETS			
ZK	27	LA CONFERENCE	0,4990
ZK	28	LA CONFERENCE	0,0820
ZK	29	LA CONFERENCE	0,1020
ZK	30	LA CONFERENCE	0,1820
ZK	31	LA CONFERENCE	0,9100
ZK	32	LA CONFERENCE	0,0169
ZK	34	LA CONFERENCE	0,0966
ZK	35	LA CONFERENCE	0,0972
ZK	36	LA CONFERENCE	0,4080
ZK	37	LA CONFERENCE	0,2575
ZK	38	LA CONFERENCE	0,1503
ZK	39	LA CONFERENCE	0,1090
ZK	40	LA CONFERENCE	0,1355
ZK	41	LA CONFERENCE	0,1545
ZK	42	LA CONFERENCE	0,3930
ZK	43	LA DANSEUSE	0,3561
ZK	44	LA DANSEUSE	0,0415
ZK	45	LA DANSEUSE	0,1770
ZK	46	LA DANSEUSE	0,1190
ZK	47	LA DANSEUSE	0,1970
ZK	48	LA DANSEUSE	0,1700
ZK	49	LA DANSEUSE	0,1300
ZK	50	LA DANSEUSE	0,0880
ZK	51	LA DANSEUSE	0,0290
ZK	52	LA DANSEUSE	0,0415
ZK	53	LA DANSEUSE	0,1310
ZK	57	LA DANSEUSE	2,9700
ZK	58	LA DANSEUSE	0,3590
ZK	59	LA DANSEUSE	0,4030
ZK	60	LE CHEMIN DE LAGNY	0,0660
ZK	64	LE CHEMIN DE LAGNY	0,0787
ZK	65	LE CHEMIN DE LAGNY	2,0850
ZK	67 (+68 ex 61)	LE CHEMIN DE LAGNY	0,6106
ZK	68	LE CHEMIN DE LAGNY	0,3914
ZK	69 (+70 ex 66)	LE CHEMIN DE LAGNY	0,4252
ZK	70	LE CHEMIN DE LAGNY	1,9004
ZK	71 (ex CR de Lagny)	LE CHEMIN DE LAGNY	0,2920
ZL	14	LE PRE DE MORFONTAINE	4,5931
ZL	18	LE PRE DE MORFONTAINE	0,1115
ZL	20p (ex CR de Lagny)	LE PRE DE MORFONTAINE	0,1146
ZL	23 p	LE PRE DE MORFONTAINE	4,1252
ZL	24	LE PRE DE MORFONTAINE	5,1368
ZL	116 p	LE PRE DE MORFONTAINE	2,6889

Surface en modification sur SAINT SOUPPLETS	31,4294
Surface totale en modification	56,7538

CADASTRE		LIEUDIT	SUPERFICIE AUTORISÉE (en ha)
Section	Numéro de parcelle		
commune de SAINT-SOUPPLETS			
ZK	2	LA CONFERENCE	0,0235
ZK	3p	LA SCOTTE	0,9764
ZK	4	LA SCOTTE	0,8379
ZK	5	LA SCOTTE	0,4397
ZK	6	LA SCOTTE	0,0226
ZK	7	LA SCOTTE	0,0260
ZK	8	LA SCOTTE	0,0600
ZK	9	LA CONFERENCE	0,0350
ZK	10	LA CONFERENCE	0,1500
ZK	11	LA CONFERENCE	0,1860
ZK	12	LA CONFERENCE	0,0360
ZK	13	LA CONFERENCE	0,0211
ZK	14	LA CONFERENCE	0,1349
ZK	15	LA CONFERENCE	0,0362
ZK	16	LA CONFERENCE	0,0339
ZK	17	LA CONFERENCE	0,0331
ZK	18	LA CONFERENCE	0,2470
ZK	19	LA CONFERENCE	0,0795
ZK	20	LA CONFERENCE	0,0293
ZK	21	LA CONFERENCE	0,0266
ZK	22	LA CONFERENCE	0,0218
ZK	23	LA CONFERENCE	0,2935
ZK	24	LA CONFERENCE	0,1710
ZK	25	LA CONFERENCE	0,0242
ZK	26	LA CONFERENCE	0,0078
ZK	33	LA CONFERENCE	0,2486
ZK	72	LE CHEMIN DE LAGNY	0,0825
D	467 p	LE TONNET	0,0001
D	468 p	LE TONNET	0,0088
D	469 p	LE TONNET	0,0318
D	470	LE TONNET	0,0233
D	471 p	LE TONNET	0,0300
D	472 p	LE TONNET	0,0278

D	473	LE TONNET	0,0331
D	474	LE TONNET	0,0744
D	475 p	LE TONNET	0,0049
D	476 p	LE TONNET	0,0003
	Chemin rural du Mont Boulon pour partie	LA CONFERENCE	0,0417
ZL	23 p	LE PRE DE MORFONTAINE	1,9932
Surface en extension sur SAINT SOUPPLETS			6,5535

Commune de MONTHYON			
ZN	8 p	CHATENFOUR	0,3559
Surface totale en extension sur MONTHYON			0,3559
Surface totale en extension			6,9094

Surface concernée par la demande de modification des conditions d'exploitation	56,7538
Surface concernée par la demande d'extension	6,9094
Surface totale autorisée (en ha)	63,6632

- Un plan cadastré au 1/5 000ème précisant le périmètre de l'autorisation est annexé au présent arrêté.

- La présente autorisation est accordée pour une durée de **12 ans** à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état.

- Le volume maximal annuel extrait de gypse est de 225 000 m³, représentant un tonnage maximal annuel de **550 000 tonnes**.

- La quantité totale de produits à extraire autorisée est de **1 857 000 tonnes**.

Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement

Le tonnage maximal annuel traité est de **550 000 tonnes**.

Article I-5 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité aux dossiers

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande en date du 24 janvier 2003, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état mentionné à l'article III-15 et annexé au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 91 DAE 2M 029 du 21 février 1991 et 91 DAE 2M 051 du 4 juin 1991 sont toujours applicables aux parcelles non mentionnées à l'article I3. Pour les parcelles mentionnées à l'article I3 les prescriptions des arrêtés sus mentionnés sont abrogées.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés.

Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Article II-4 : Fin d'exploitation

L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié.

Des servitudes seront mises en place à la fin de l'exploitation afin de s'assurer de la compatibilité de l'usage futur du sol avec la présence des anciennes installations classées du site.

Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les

origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, dès le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de la présente autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2° le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article III-3 : Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'Environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article III-4 : Accès de la carrière

L'accès direct à la voirie publique est interdit. Cet accès s'effectue via l'usine de fabrication voisine et aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières

Dès que les aménagements mentionnés aux articles III-1 à III-4 ci-dessus ont été réalisés, et au plus tard dans le mois qui suit la date de publication de l'arrêté autorisant la poursuite de l'exploitation, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de poursuite de l'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

Celle-ci est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133.

Pour la présente autorisation, la date de publication de l'arrêté autorisant la poursuite de l'exploitation est considérée comme la date de début d'exploitation.

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

A - Déboisement et défrichement

Article III-6 : Déboisement et défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

B - Décapage des terrains

Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Les merlons ainsi constitués seront disposés préférentiellement de manière à composer un écran visuel de l'exploitation. Ils seront enherbés afin de diminuer leur impact sur le paysage.

Les merlons destinés à rester en place 3 ou 4 années, recevront dès leur mise en place, des plantations de bosquets d'arbres destinés à favoriser l'intégration dans le paysage. Ces plantations ont vocation autant que faire se peut à être réutilisées pour le réaménagement final.

Article III-8 : Patrimoine archéologique

Le bénéficiaire de l'autorisation prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

En particulier : les emprises concernées par les futurs travaux d'exploitation, feront l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale. En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

C - Extraction

Article III-9 : Epaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction est de 32 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 98 m.

Article III-10 : Fronts d'exploitation

Les fronts d'exploitation ont une pente maximale de 45° pour les terres de découvertes et les matériaux inter masse et sont subverticaux pour les masses de gypse.

Article III-11 : Extraction en nappe alluviale

Sans objet

Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique

L'exploitation de la carrière dans la nappe phréatique est interdite.

Article III-13 : Abattage à l'explosif

L'exploitant définit un plan de tir type. Toute modification de ce plan est conservée pendant toute la durée de l'exploitation. Ce plan et ces modifications sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu exclusivement les jours ouvrables et pendant les périodes diurnes.

D - Remise en état

Article III-14 : Elimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article III-15 : Remise en état du site

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée suivant les phases définies dans l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état joint à la demande et à l'arrêté. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard 1 an avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- la disparition complète des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
- Le respect de la charte d'aménagement des monts de la Goêle,
- Le respect des plans de remise en état figurant en annexe,
- Le choix des essences d'arbres sera effectué en concertation avec la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article III-16 : Remblayage de la carrière

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.

Notamment les pistes de circulation interne réalisées en matériaux recyclés à base de mâchefer ne doivent pas faire partie du réaménagement. Ces pistes seront démontées et les matériaux les composant seront éliminés dans les filières appropriées ou réutilisés conformément aux prescriptions d'origine.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

Section 3 : Sécurité du public

Article III-17 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place en périphérie et en particulier autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des pistes et des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une

part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des périmètres clôturés.

Article III-18 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Section 4 : Plans

Article III-19 : Plans

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année N,...).

Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés à l'inspection des installations classées (suivant conditions décrites dans le chapitre VIII).

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues et font l'objet d'un arrosage en tant que de besoin, afin d'éviter les envols de poussières.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Il est interdit de stocker sur le site de la carrière des matériaux autres que les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état, à l'exception du stock tampon prévu à l'article III-16.

II - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier :

- des plantations sont réalisées en tant que de besoin afin de limiter l'impact visuel,
- des merlons de terre végétale, engazonnés et si besoin plantés sont disposés afin de limiter l'impact visuel,
- les stocks de matériaux extraits présents sur le site n'excèdent pas la production d'une journée,

Article IV-3 : Pollution des eaux

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Cette aire est équipée d'un décanteur-déshuileur avec un dispositif de fermeture en position normalement fermée, destiné à empêcher la fuite de toute pollution accidentelle vers le milieu naturel.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

IV-3-2-1 Eaux de procédés des installations

Il n'y a pas d'eau de procédés sur la carrière.

IV-3-2-2 Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES	NORME DE RÉFÉRENCE
pH	$5,5 < \text{pH} < 8,5$	
Température	$< 30^{\circ}\text{C}$	
MEST	$< 35 \text{ mg/l}$	NFT 90-105
DCO sur effluent non décanté	$< 125 \text{ mg/l}$	NFT 90-101
Hydrocarbures	$< 10 \text{ mg/l}$	NFT 90-114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

L'exploitant fait procéder à un contrôle tous les 6 mois des rejets aqueux sur les paramètres figurant dans le tableau ci-dessus. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées (suivant chapitre VI).

Cette surveillance est complétée par un contrôle annuel portant sur les paramètres Ph, température, conductivité, DCO, DBO₅, MES, azote total, sulfates, nitrates, chlorures, nitrites, fluorures, cyanures, phénol, HCT, chrome hexavalent, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, zinc, fer, sodium.

IV-3-3 - Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

IV-3-4 Surveillance des eaux souterraines

Un piézomètre est implanté au nord géographique de la carrière afin de compléter le réseau de surveillance existant.

Un contrôle des eaux est réalisé une fois par an sur les paramètres : Ph, température, conductivité, DCO, DBO₅, MES, azote total, sulfates, nitrates, chlorures, nitrites, fluorures, cyanures, phénol, HCT, chrome hexavalent, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, zinc, fer, sodium.

Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'Inspection des Installations Classées (suivant chapitre VI).

Article IV-4 : Pollution de l'air

I - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

II - Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Si elles existent, les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³ (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température - 273° Kelvin - et de pression - 101,3 kilo pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec -).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus ne peuvent excéder une durée continue supérieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

Au-delà d'une teneur en poussières des gaz émis supérieure à 500 mg/Nm³, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

III - Pour cette carrière de roches massives dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes :

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Une mesure annuelle est effectuée en trois points situés à la périphérie de l'autorisation. Ces points sont communs aux points de mesure retenus pour le contrôle des niveaux sonores : PM1, PM2, PF1.

Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées (suivant conditions chapitre VI).

Article IV-5 : Incendie et explosion

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article IV-6 : Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les emballages ayant contenus les produits explosifs, font l'objet de dispositions particulières afin d'éviter des pollutions pyrotechniques dans des filières non adaptées pour les gérer. A cette fin, les emballages sont brûlés sur place en suivant quelques règles essentielles :

- les emballages sont ouverts et stockés à plat,
- ils sont disposés dans un endroit ventilé, non confiné et éloigné de toute présence humaine,
- leur mise à feu est progressive et doit permettre à l'opérateur de s'éloigner,
- le brûlage est sous surveillance, à distance, jusqu'à extinction complète et suppression de tous risques inhérents (reprise de feux, envol des cendres...).

Article IV-7 : Bruits et vibrations

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

IV-7-1 Bruits

Les bruits émis par la carrière n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants.

EMPLACEMENT Limite de la zone d'exploitation autorisée	Points de référence	NIVEAU LIMITE EN dB(A)	
		PÉRIODE DIURNE	PÉRIODE NOCTURNE
Au nord Est	PM1	65	63
Au Sud-Ouest	PM2	63	61
Au nord à proximité de l'usine	PF 1	69	67

Le contrôle de ces valeurs est effectué aux emplacements référencés par les points figurant dans l'étude de bruit du dossier de demande et repris dans le tableau ci-dessus.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{Acq}.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.76 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

L'exploitant fait réaliser, à ses frais, dès l'ouverture de la carrière et tous les 12 mois, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées (suivant conditions prescrites dans le chapitre VI).

IV-7-2 Vibrations

I- Vibrations dues aux tirs de mines

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à **5 mm/s** mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect des valeurs ci-dessus est vérifié une fois par an. Lors d'une séance de tirs, un capteur est disposé sur les fondations du local d'entrée du Centre d'enfouissement technique voisin.

Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées (suivant conditions prescrites dans le chapitre VI).

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

La méthode de mesure des vibrations est celle prévue par la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cependant, les points de mesure pour le contrôle de la valeur limite seront solidaires d'un élément porteur de la structure situé le plus près possible des fondations.

II - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article IV-8 : Transport des matériaux

Les matériaux sont acheminés jusqu'au concasseur primaire par tombereaux qui empruntent exclusivement des voies internes. Tout transit par les voies publiques est interdit.

Pour les matériaux de remblai, l'accès depuis la voirie publique vers la carrière se fait exclusivement à partir de l'usine. Pour tout autre provenance, la circulation s'effectue par voie interne aux installations.

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Montant des garanties financières

À chaque période quinquennale définie à l'article III-15 ci-dessus correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes de 5 ans est de :

PÉRIODE	1 à 5 ans	6 à 10 ans	10 à 12 ans
MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES (en euros)	958 375 €	381 270 €	74 165 €
S1 MAXIMAL (ha)	1,2600	1,2600	1,2600
S2 MAXIMAL (ha)	45	17,4800	1,8500
S3 MAXIMAL (ha)	5,7700	2,6900	1,2800

S1(en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces

défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découverte et en exploitation) soumises à défrichage.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

Article V-2 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

De plus, lorsque la remise en état n'est pas coordonnée à l'exploitation :

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article V-5 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.

Article V-6 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.

- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournira les valeurs maximales de S1, S2 et S3 de l'année N (suivant conditions décrites au chapitre VI)

CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents concernant l'année N	Périodicité/Échéance
III-19	Plan de la carrière et annexes	1er février année N+1
IV-3-2-2	Contrôle des effluents aqueux	
IV-3-4	Contrôle des eaux souterraines	
IV-4 III	Contrôle des retombées de poussières	
IV-7-1	Contrôle des niveaux sonores	
IV-7-2 I	Contrôle des vibrations dues aux tirs de mines	
V-7	Suivi des garanties financières	

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article VII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article VII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'environnement.

Article VII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée dans les mairies de MONTHYON et SAINT SOUPPLETS et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché dans les mairies de MONTHYON et SAINT SOUPPLETS pendant une

durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article VII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de la voirie est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment :

- l'art L131-8 du code de voirie routière pour les routes départementales,
- le code rural pour les chemins ruraux
- l'art L141-9 du code de voirie routière pour les voies communales qui prescrit :

« Toutes les fois qu'une voie communale entretenue à l'état de viabilité est habituellement ou temporairement soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise, il peut être imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.

Ces contributions peuvent être acquittées en argent ou en prestation en nature et faire l'objet d'un abonnement.

A défaut d'accord amiable, elles sont fixées annuellement sur la demande des communes par les tribunaux administratifs, après expertise, et recouvrées comme en matière d'impôts directs. »

Article VII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

Article VII-6 : Délais et voies de recours

(Article L 514.6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

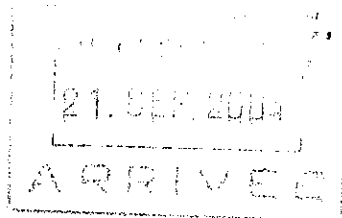
2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VIII : Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société KNAUF PLATRES
- Monsieur le Sous-Préfet de Meaux,
- Messieurs les Maires de Saint-Soupplets, Monthyon, Oissery, Forfry, Gesvres-le-Châpitre, Marcilly, Montgé-en-Goële, Cuisy, le Plessis-l'Eveque, le Plessis-aux-Bois, Villeroy, Iverny, Chauconin-Neufmontiers, Barcy et Penchard.
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- ~~Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,~~
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,



Fait à Melun, le 7 septembre 2004

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Jean-François SAVY

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau



Catherine BONNEAU